

**LA CÔTE-SAINT-ANDRÉ** | Le président du Sénat a inauguré hier la Maison des services au public, en p

# Gérard Larcher sur le terrain

Lui aussi a fait sa rentrée politique. Moins talonné par les médias que d'autres du fait de leur candidature à la candidature, Gérard Larcher (Les Républicains) n'en reste pas moins le deuxième personnage de l'État. Et c'est la première fois qu'un président du Sénat se déplaçait en Isère, aux dires des deux sénateurs isérois Michel Savin et Bernard Saugéy.

« Je crois fondamentalement au rôle et à la place de la commune »

C'est pour officialiser la labellisation de la Maison des services au public [lire ci-dessous] que Gérard Larcher est venu hier à La Côte-Saint-André. Une nouvelle occasion pour lui de redire son attachement à l'échelon communal : « Il ne faut pas que chaque alternance politique soit l'occasion d'un big bang territorial. Je crois fondamentalement au rôle et à la place de la commune. Vers qui les citoyens se tournent quand ça va mal ? Vers les maires. » Pré-



De nombreux élus de la Bièvre, des sénateurs, le préfet entouraient Gérard Larcher, qui a rencontré les élus après l'inauguration. Le DL/Michel THOMAS

disant qu'il n'avait « aucune méfiance envers l'intercommunalité », ni les autres échelons territoriaux d'ailleurs.

Difficile de réduire le fameux mille-feuille administratif avec ce type de déclara-

tion, mais Gérard Larcher est lui favorable à la fusion des collectivités. Quant à la chambre haute du Parlement, son président affirme très vite « que ce n'est pas quelque chose de suranné », « que

c'est une chambre issue du vote de 540 000 élus locaux », balayant les critiques habituelles concernant l'utilité de l'institution.

S'autoproclamant comme le président « aussi bien des mé-

tropoles que du plus petit village qui se bat pour survivre », Gérard Larcher semble avoir rassuré ceux qui sont venus l'écouter : le Sénat veille sur les territoires ruraux.

Édith RIVOIR

## 24 organismes sur un même site

La Maison des services au public de La Côte-Saint-André regroupe sur un même lieu 24 administrations, organismes emploi-insertion et autres acteurs sociaux.

Yannick Neuder, président de Bièvre Isère Communauté, et Jean-Pierre Barbier, président du Département, ont rappelé les difficultés pour faire naître ce lieu, symbole de la

proximité des services publics en milieu rural.

La labellisation, par le préfet, valorise les partenariats et entraîne l'octroi d'aides financières par le fonds de l'État pour 17 500 €.

Les représentants de chaque échelon administratif étaient présents pour couper le ruban.

Photo Le DL/M.T.



## À Domène, il reedit son attachement aux communes

Il sait qu'on dit cela de lui, mais cela ne l'arrête pas pour autant. Il en plaisante même, avant de redevenir plus sérieux : « Certains me reprochent de toujours parler des communes, mais j'assume, car la commune est le cœur de notre démocratie. »

C'est ainsi qu'hier, devant un parterre d'élus locaux, réunis dans la salle de spectacles de Domène, Gérard Larcher a lancé sa conférence-débat. Invité par deux parlementaires isérois, Bernard Saugey et Michel Savin, le président du Sénat a donc reedit son attachement à l'échelon communal, au moment où la France achève son grand bouleversement territorial. Et il l'a dit en saluant le travail de proximité des maires, adjoints et conseillers municipaux.

### « Si nous oublions l'espace rural, la France perdra sa spécificité »

« Quand les choses vont mal, voire très mal, on l'a vu notamment après les attentats, les citoyens viennent autour des élus de leur commune. Ils viennent autour de vous. Pourquoi ? Parce que vous êtes les seuls à avoir gardé leur confiance intacte, et aussi parce que vous êtes à portée d'engueulade [rires]. Les habitants se sentent proches de vous, ont le sentiment d'être mieux compris par vous. Si on oublie cet échelon-là, nous aurons beaucoup de mal à lutter contre le repli sur soi et la peur de l'autre. »

Et il dit aussi qu'il a entendu « les inquiétudes des élus ruraux » face à la montée en puissance des métropoles et des grandes régions après la mise en place définitive du redécoupage territorial. « On ne peut pas bâtir des textes en ne pensant qu'en termes de métropole, il ne faut pas qu'une partie du pays se sente humiliée et méprisée. Car si nous oublions également l'espace rural, la France perdra sa spécificité. »

### « Vous, les élus, vous avez besoin qu'on vous foute la paix »

Enfin, parce que cette rentrée s'ouvre sur une année électorale d'importance, qui se terminera dans un an avec le renouvellement des sénateurs, Gérard Larcher a presque fait une promesse de campagne hier à Domène : « Après les élections, je ne peux pas imaginer qu'il y ait à nouveau un mercato territorial, comme cela s'est passé jusqu'ici après chaque alternance gouvernementale. » Et de rappeler que le flou qui a prévalu en 2014 autour de la possible disparition des départements « n'a pas été positif » pour les élus.

« Après les élections, je ne serai pas de ceux qui accepteront d'enclencher un nouveau découpage. Car vous, les élus, vous avez besoin qu'on vous foute la paix, qu'on vous donne une visibilité, une stabilité. »

Ève MOULINIER